

**DOSSIER**  
Les forçats du nettoyage

**apl**

CHAQUE MERCREDI 5F • INFORMATIONS

REGIONALES • N° 127 DU 25 JUIN AU 2 JUIL

# bords de sévère

**Le Notaire le Prefet et les Promeneurs**



# ATTENTION,

page 2

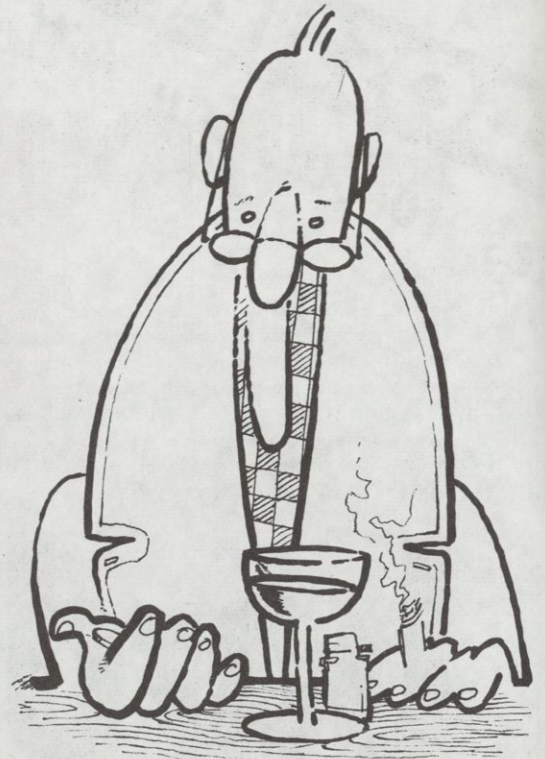
**PROFITEZ DES ANCIENS TARIFS !**

## CAMPAGNE ABONNEMENTS

L'imprimeur, les fournisseurs de matériel photo, ces derniers mois, ne nous ont pas fait de cadeau et ont répercuté intégralement les augmentations. Depuis janvier 33 % pour l'imprimerie, près de 50 % pour le matériel photo : film, trame, produits chimiques. Impossible de ne pas répercuter à notre tour ces augmentations.

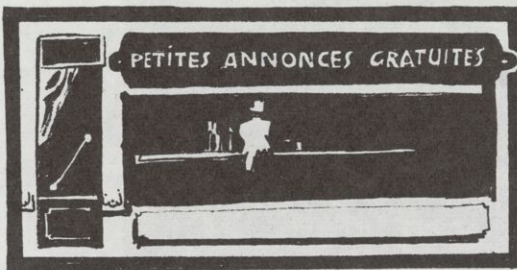
Par contre, le prix des abonnements restera le même jusqu'aux vacances. Vous avez 3 e pour renouveler votre abonnement au tarif actuel. Chacun a la possibilité d'anticiper la date d'échéance pour profiter de l'ancien tarif. En septembre, ce sera :  
 Pour un an ....225 Frs.  
 Pour 6 mois ....120 Frs  
 Pour 3 mois .... 60 Frs. ■

A NOS LECTEURS



### ● SOMMAIRE ●

- Sèvre: Tous pêcheurs ..... P 3 et 4
- Dossier CHEVIRE (2° partie) P 5 et 6
- Conservatoire: la note est salée... P 7
- Brèves ..... P 8
- OUVRIERS:
- Tailleurs de pierre: un travail créatif? ..... P 9
- Les forçats du nettoyage. P 10, 11, 12
- M.A.N : Panique dans l'aquarium P 13
- E.D.F : Le droit à la grève limité.
- VENDEE ..... P 14, 15
- Média: Un canard de taulards. P 15
- B.D.: Insomnie ..... P 16
- CULTURE:
- La MANU: un tabac ..... P 17
- Kalimba ..... P 18
- Rock sur vinyl ..... P 18
- Rastas en carafe ..... P 19
- Cinéma ..... P 19



• Vends vélo de femme sans vitesse. Bon état 250F. Tél : 49.15.38.

VENDS MOTEUR SIMCA 1000, à démonter de la voiture. 200 F. mercredis et week-end. s'adresser à : Boiveau Bernard La Choutière Vigneux de Bretagne 44 300 St Etienne de Montluc

#### ALLOSTOP (vacances). (71.77.44.)

• Propose des places pour :  
 Marseille le 28 juin  
 Berlin le 28/6  
 Le Puy de Dôme le 1er juillet  
 Aix-en-Provence le 2/7  
 Stuttgart le 3/7  
 Amsterdam le 28/7.

• Recherche des places pour :  
 Montpellier le 26/6  
 Toulouse le 27/6  
 Bordeaux le 27/6  
 et Perros Guirec le 13 juillet.

A VENDRE: MACHINE OFFSET (Print office) double format 32/45 (1.000 F) librairie PERGAME - Grand-Rue POITIERS -

APPARTEMENT à louer (2 pièces, salle de bain) à 450 F (TT compris) dans un quartier calme (Chantenay). Passer le voir 12 Bis Avenue G.al BOTHA. Si absence, laisser coordonnées pour reprise de contact.

VENDS Peugeot 403/7 1965 140 000 KM Bon état mécanique- essuie glaces et circuit électrique à revoir. La rouille à hélas quelque peu grignoté la carrosserie. 600 F. Marie- Françoise 71.38.36 (le soir de préférence)



### ABONNEMENT

Je m'abonne pour :

Un trimestre 12 numéros : 48 F Soutien : 50 F  
 Un semestre 24 numéros : 90 F Soutien : 150 F  
 Un an 48 numéros : 180 F Soutien : 250 F

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Mettre les chèques à l'ordre des Nouvelles Éditions de l'Ouest et les adresser à l'APL, 26 bis boulevard R.-Schuman 44300 NANTES.

3 numéros gratuits

Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

Je (nom) \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

souscrits pour - moins de 100 F   
 - entre 100 F et 200 F   
 - plus de 200 F



**apl**

Dir. J. Sauvageot

/ Cppap n° 59803 / Agence Presse Libre : 26 bis boulevard R.-Schumann - 44300 Nantes

/ Tél. 76.26.33 / Imp. Mellinet - Nantes

#### REUNION DE REDACTION

Le samedi matin, de 10 h à 12 h 30, réunion de rédaction ouverte à tous

#### PERMANENCES

Tous les jours : 17-19 h

Telephone : 76.26.33.

# TOUS PECHEURS

La guerre des rives connaît une nouvelle flambée. Il y a quelques années les accapareurs des rives de l'Erdre ont connu des heures chaudes et des situations parfois explosives. Aujourd'hui, la révolte gagne le Sud Loire, la fièvre monte à Vertou. L'Association pour la Protection de la Vallée de la Sèvre mène un combat acharné contre les propriétaires et la municipalité afin de faire respecter un arrêté préfectoral autorisant le libre accès aux rives de la Sèvre. Mais le Maire et le Préfet sont peu respectueux de leur propre légalité.

La Sèvre victime des nouveaux "accapareurs". Autrefois rivièrante sur les bords de laquelle il faisait bon flaner. Voie d'eau navigable, des bateaux la parcouraient reliant le bourg de Vertou à l'agglomération nantaise, de l'Ecluse à Pont Rousseau.

Une alerte vertaviaienne septuagénaire se souvient de cette époque où "les riches bourgeois dont les propriétés bordaient la rivière hissaient un petit drapeau en haut d'un mât, afin que le bateau les prenne à domicile. Pour aller au village nous allions à pied par les bords de Sèvre. Nous prenions le "Bas Chemin". A l'époque celui-ci existait tout le long, mais petit à petit il a disparu.

Lorsqu'on a modifié le Pont du Chêne par exemple, on a supprimé le chemin et puis certains propriétaires on fait des pontons privés, ces nouveaux seigneurs ont clôturé leur propriété et on ne peut plus passer".

Le nom des propriétés est éloquent: California, le Petit Marly, demeure imposante où durant la guerre de 39-45 de nombreux résistants ont eu

à subir les tortures de la milice française.

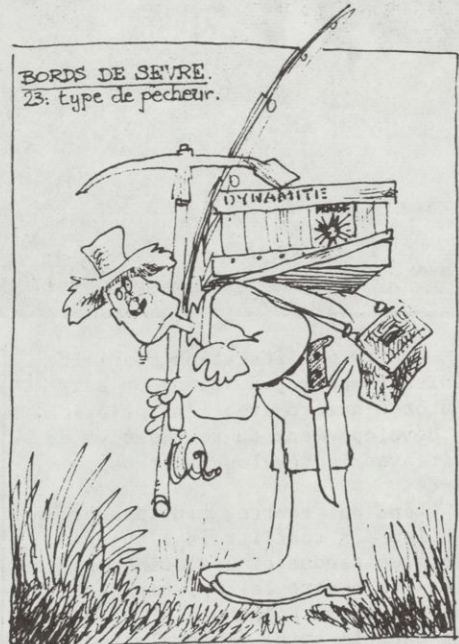
Des bourgeois fortunés comme ce propriétaire d'un laboratoire d'analyse médicale de la route de Clisson ou de vieilles familles comme Madame de Genouillac à l'Ebeaupin, qui, il y a quelques années encore, accueillait pour un repas champêtre les paroissiens vertaviens les jours de procession.

Monsieur le curé à l'époque allait encore à pied. Aujourd'hui Mme de Genouillac, conseillère municipale refuse l'accès de sa magnifique propriété à la Plèbe.

Il y a quatre ans des habitants de Vertou décidèrent de créer un comité de sauvegarde des bords de Sèvre, comité qui deviendra rapidement l'association pour la Protection de la vallée de la Sèvre.

A l'époque le Conseil Municipal venait d'accorder un permis de construire sur une prairie inondable où les pêcheurs venaient nombreux.

"Nous avons fait une pétition explique M. Leclair, Président de l'Association mais le permis de construire a été donné.



Deux années de rang la maison qui a été construite a été inondée. Il a fallu la surélever de 1m50".

Nous avons également protesté contre un projet de lotissement qui devait être réalisé en bordure de Sevre. Là nous avons obtenu satisfaction".

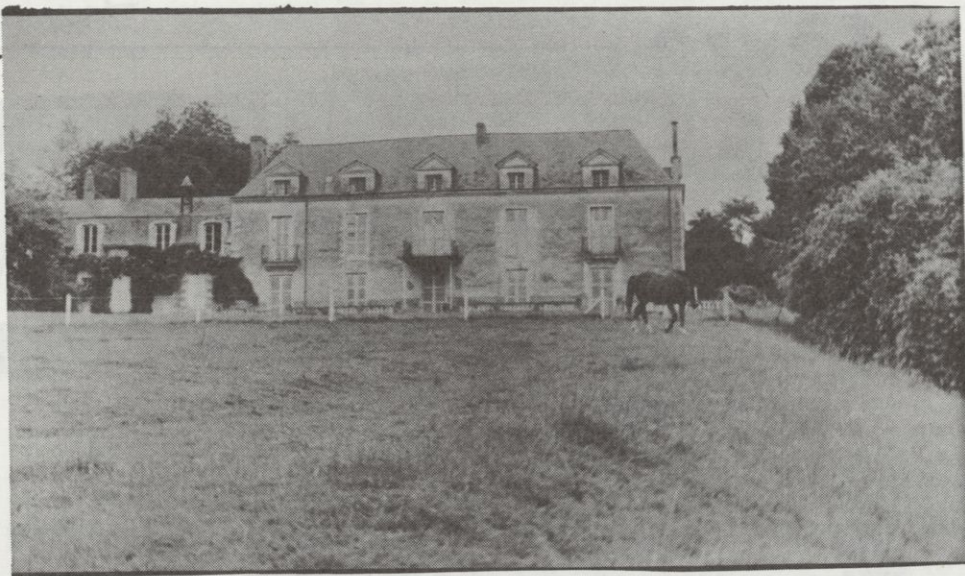
Il y a également la pollution du cours d'eau. Les rives ne sont plus entretenues, les arbres ne sont plus coupés. La rivière ne voit plus le soleil car par endroit les arbres des deux rives la recouvrent entièrement.

L'eau ne s'oxygène plus. Des riverains utilisent la Sevre comme décharge pour leurs ordures ménagères, on y jette branchages, herbe coupée, détritiques divers.

LE PREFET LIBERE LES RIVES.

Le 20 juin 1979, le Prefet, par un arrêté, enjoint aux propriétaires de terrains bordant la Sèvre de "rétablir la libre circulation sur les servitudes de marchepied, (...) (d') arracher ou (d') élaguer les arbres, les haies et autres empêchement sur une largeur de 3,25m à partir du bord supérieur des berges lorsque l'eau coule à plein bord avant déformement (...) et de supprimer les clotures établies dans cet espace ou de les aménager de façon à laisser libre le passage". Forte de cette décision l'Association pour la Protection de la Vallée de la Sèvre demande le respect de la légalité. Devant le manque de bonne volonté des propriétaires, l'association décide de passer à l'action et le 7 juin une quarantaine de personnes ont dégagé un sentier le long de la rivière, déplaçant les clotures, défonçant les murs, aménageant des passerelles ils ont ainsi "libéré" les berges de la Sèvre nantaise.





Cette manifestation populaire divise le bourg, à Vertou on est plutôt d'accord avec l'Association. Le développement du tourisme va de pair avec le développement du commerce.

Au Chêne par contre, plus proche du lieu des conflits la situation est plus tendue et la boulangère vitapère contre les "partisans de la Révolution Rouge". Il faut dire que dans le coin, la révolution blanche a encore quelques adeptes. Le maire de Vertou, le notaire Luc Dejoie qui a battu aux dernières municipales le candidat du PS, Alexandre Morisseau vice Président de l'Association pour la Protection de la Sèvre, ne cache son allégeance à la droite. Avec son Conseil Municipal il ne tiend pas à faire respecter cette décision préfectorale. Aussi quelques jours après la manifestation il fait retirer les passerelles.

Puis, fort d'une lettre adressée par le Prefet et destinée à préciser l'arrêté de 79, le maire fait interdire la manifestation prévue pour le 21 juin, considérant que la manifestation précédente avait porté atteinte au bon ordre et qu'il fallait "assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité publics".

Bataille juridique également puisque l'Association qui entend ne point enfreindre la légalité décidait de porter plainte pour le vol des passerelles et abus de pouvoir.

Samedi dernier, une soixantaine de personnes avaient répondues à l'appel de l'Association. Au cour du meeting qui devait se tenir dans une propriété privée pour ne pas s'opposer à la décision municipale, le Président de l'Association commentait ainsi les décisions prises



"Cette interdiction est un abus de droit un abus de pouvoir, une atteinte à la liberté garantie par la constitution et par la loi". Le Prefet a publié une lettre qui est un chef d'oeuvre d'ambiguïté dans laquelle il dit que la libre circulation dont il est fait état dans l'arrêté du 20 juin 79 n'instaure pas un libre passage pour tous et que ce libre passage était réservé exclusivement aux pêcheurs. Nous sommes tous des pêcheurs qui voulons avoir accès aux rives de Sèvre avec nos familles si nous le souhaitons. Car comment différencier le promeneur du pêcheur à la recherche du bon emplacement? Quelle différence entre le droit de passage et le droit de circuler? Que doit faire le pêcheur s'il rencontre un mur, une cloture ou encore des chiens en liberté?"

François AUTIN, député de la circonscription (PS) venu apporté son soutien aux manifestants "plus respectueux de la légalité que le Prefet ou le Maire de Vertou. Mais qui soutiennent des intérêts différents de ceux de l'Association". "J'espère que l'action contribuera à accélérer l'application de l'arrêté de juin 79. Je vais intervenir pour faire respecter cette décision sinon je me retirais de l'Association pour la Protection de la Sèvre



que préside Mr Ansquer" a déclaré François Autin au cours du bref meeting.

"La position des autorités aboutit à une situation absurde et contradictoire, précise Mr Leclair, c'est donc à nous tous, par notre détermination de rétablir les droits des piétons sur les rives de la Sèvre comme sur toutes les rives des rivières navigables".

Puis les manifestants se sont mis au travail afin de construire une nouvelle passerelle : en béton cette fois.

"Nous n'appelons pas à manifester mais nous ne pouvons empêcher les gens, individuellement, de faire respecter la légalité en voulant accéder au bord de la Sèvre" indiquait un membre de l'Association, en maniant habilement la barre à mine.

En tout cas, à Vertou chaque membre de l'Association prend sa carte de pêche et la "Gaule Nantaise" fait fortune. ■

# CHEVIRÉ 2

"Le ministre veut décider seul" avait récemment rapporté le directeur départemental de l'Équipement à Bonduelle, président du SIVRAN. Cette phrase résume parfaitement un des enjeux de Cheviré : le conflit entre un pouvoir central absolu relayé localement par de hauts fonctionnaires partisans et des collectivités locales désireuses d'autonomie. Depuis la semaine dernière ce conflit a encore évolué. Rappelons que le SIVRAN (Syndicat intercommunal) désigné maître d'ouvrage de Cheviré et le département ont opté pour un tunnel. Des études doivent être effectuées sur le site pour un montant de 6 millions de francs, 3 millions pour l'État, 1,47 million pour le département et 1,53 million pour le SIVRAN. Or le SIVRAN refuse de payer sa part car il estime -sur la foi de conversations et de courriers avec l'Équipement- que l'État va imposer une solution autre que le tunnel et qu'il fait volontairement traîner la décision finale. Faute de versement de la part communale, les études ont été arrêtées et les sondages en Loire qui devaient être effectués avant l'été ne le seront peut-être pas. Pour débloquer la situation le SIVRAN s'est réuni le vendredi 20 juin et a adopté une position nouvelle.

## ■ QUI CEDERA ?

Le SIVRAN a décidé de payer son 1,53 million si l'État s'engage à :

- mettre en place un comité technique mixte comprenant des techniciens de l'État et du SIVRAN et chargé, sous la responsabilité de la DDE, de réaliser l'ensemble des études permettant d'aboutir à un choix raisonné entre plusieurs variantes définies et caractérisées par tous les critères possibles d'appréciation.

- constituer un "groupe de pilotage" associant l'État, le Conseil Général les représentants du SIVRAN et les maires composant le SIVRAN. Ce groupe de pilotage serait chargé de diriger les études et de participer au choix définitif.

- fournir l'étude comparative au plus tard le 31 décembre 1980.

Cette décision peut s'analyser de plusieurs manières. On peut y voir un aveu de faiblesse du SIVRAN. Certains avaient imaginé poursuivre, sans l'aide de l'État, les études "en y mettant tout l'argent nécessaire" mais personne n'avait songé



que la Loire, domaine public, relevait du pouvoir central et que les communes ne pouvaient, sans autorisation, y pratiquer des sondages. D'où ce recul. Mais, d'un autre point de vue, la position du SIVRAN est forte. D'abord parce que les décisions ont été prises à l'unanimité, toutes tendances politiques confondues. Ensuite parce que le Conseil Général aux mains de la majorité soutient le dossier du tunnel et va faire pression auprès de l'État en faveur d'un compromis honorable.

Enfin parce que le dossier-tunnel est solide. Les techniciens de l'Équipement ont admis ne pas savoir réaliser cet ouvrage et ont été impressionnés par les conclusions du rapport hollandais. En demandant que l'État s'engage à étudier "tous les critères possibles d'appréciation" (coût, environnement, dépense d'énergie, confort des différents usagers) le SIVRAN sait qu'il aura des arguments déterminants à faire valoir. Pourtant une dernière question : l'État acceptera-t-il d'être mis en "liberté surveillée" par les collectivités locales ? Rien n'est moins sûr et le giscardisme a montré sans retenue qu'il ne craignait pas l'impopularité.

## ■ MAGIQUE

CHEVIRÉ est devenu un mot magique. Il suffit de la prononcer pour voir la vie en rose, la circulation enfin fluide, le citoyen épanoui au volant de son automobile et la municipalité de gauche réélue dans un fauteuil. Le franchissement de Cheviré paraît une évidence qu'il est imprudent de contester et on ne voit pas la gauche s'interroger sur les incidences d'un tel équipement. Pour qui mène l'enquête, PIRMIL

constitue une énigme. Le bouchon existe bien, à certaines heures mais pas toujours les mêmes et la circulation est fluide quand on la craint difficile.

Personne, aussi bien à la DDE qu'à la mairie, n'a su (voulu ?) me donner les chiffres exacts de fréquentation et la décomposition en modes de transport (voitures individuelles deux-roues, transports en commun). J'ai entendu Bonduelle parler successivement de 50.000 puis 70.000 véhicules/jour.

Un comptage effectué par le CETE aurait montré, en 1978, 1953 véhicules entrants et 2493 sortants à l'heure de pointe.

Une anticipation pour 1983 et avec un franchissement à Cheviré attribuait à Pirmil 2933 véhicules entrants et 3437 sortants.

Mais tous les techniciens avouent que les anticipations sont très aléatoires et qu'on ne prend pas en compte dans les prévisions les augmentations du prix du carburant ni les effets d'une politique rigoureuse en faveur des transports en commun ou des deux-roues.

En réalité, quand on parle du trafic à Pirmil et éventuellement à Cheviré, on amalgame plusieurs types de déplacements. Il y a d'abord les déplacements d'habitants du sud qui veulent aller en Bretagne ou vers Paris et inversement.

Il y a ensuite les déplacements des habitants de communes sud-Loire allant travailler au centre-ville et au nord. Il y a enfin les mouvements spécifiques d'habitants de Rezé et Bouguenais travaillant "en face", à Chantenay ou St Herblain.

Alors pour qui faire Cheviré ? Les usagers désireux de gagner, le plus vite possible, la Bretagne ou

la route de Paris peuvent soit emprunter directement le pont de St Nazaire, soit utiliser le pont de Bellevue dont le doublement est programmé et qui se raccordera dans quelques années à la rocade Sud. Ce pont de Bellevue est d'ailleurs sous-utilisé. Il faut souligner aussi l'absurdité du pont de St Nazaire alors qu'un franchissement évitant à la fois Nantes et St Nazaire aurait été préférable mais la politique a ses raisons... Pour la population, sans doute peu importante, qui désire passer de Rezé-Bouguenais à Chantenay-St Herblain, la solution d'un bac à hautes fréquences et petits tarifs, serait sans nul doute satisfaisante. Enfin demeure le problème de tous ceux qui viennent en centre-ville pour le travail, les loisirs ou les achats. Inutile de se le cacher, la solution de ce problème est avant tout politique.

## LA VOITURE OU...

Choisir un franchissement à Cheviré aboutit à offrir une voie royale à la voiture individuelle. Essayer d'économiser le coût d'un pont ou d'un tunnel, c'est faire le choix des transports en commun et des deux-roues. Selon un spécialiste de la circulation les 3/4 des trajets transitant par Pirmil vont du domicile au lieu de travail.

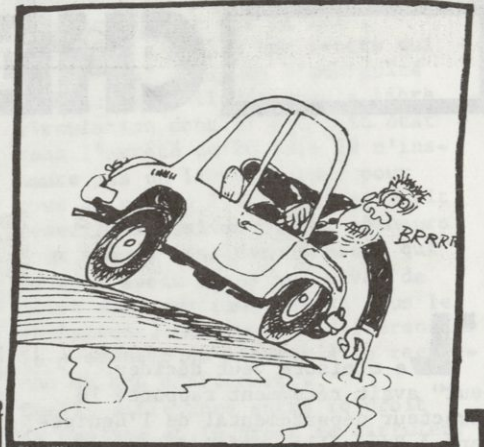
Une étude du CETE de 1978 a montré que 74% des trajets, à l'intérieur de la ville, étaient effectués en voitures individuelles, contre 11% en deux-roues, et 15% en transports collectifs; et le dernier chiffre est sans doute encore plus significatif : chaque voiture transporte, statistiquement, 1,2 personne. On mesure le gaspillage et l'absurdité de prévoir des équipements favorisant ce type de transports. Cette mise en cause d'un gros équipement, aucun parti politique, aucune association ne l'a faite. Les groupes écologistes s'intéressent plus aux nourritures bio qu'à un plan solidement argumenté d'alternative en matière de transports. Quant à la gauche, la démocratisation de la bagnole lui semble progressiste et elle rivalise de projets grandioses et coûteux (un

grand stade, une médiathèque) avec l'Etat. Mais, à ce jeu, elle se livre poings et pieds liés à l'administration et s'embourbe dans la gestion de carrosseries. Il faut entendre, en réunion publique, FLOCH maire de Rezé souhaiter pouvoir refiler ses bouchons aux communes environnantes : "Bien sûr les gens des Sorinières ne seront pas contents mais la pénétrante sud me délétera de 40% du trafic". Enfin il n'est pas inutile de comparer quelques chiffres : 300 millions pour Cheviré, 90 millions pour le plan deux-roues et 30 millions de francs pour un ouvrage simple à hauteur de Pirmil. Bonduelle dit souvent : "Nous avons emprunté jusqu'à 2003, nos successeurs se souviendront de nous". Qui est d'accord pour sacrifier une bonne part du budget municipal au profit des voitures ?

Alors que dire ? Tous les urbanistes savent que la voiture individuelle est un mode de transport préhistorique pour le centre des villes.

L'avenir est aux transports en commun et aux deux-roues. Plutôt un ensemble d'équipements (pont réservé aux deux-roues et aux transports en commun, trémie, navettes fluviales) qu'un seul gros équipement miracle. Mais le pouvoir, de gauche ou de droite, se satisfait mal de la modestie.

En attendant le glorieux jour des années 80 où le maire de l'époque (Bonduelle peut-être) coupera le ruban de l'ouvrage Cheviré, il faudra s'accomoder des difficultés. Le cartel circulation (CFDT, CGT, CSCV, CSF, Tourisme et Travail) vient de faire des propositions pour soulager le passage à Pirmil. Le plan se décompose en plusieurs périodes. Des mesures à court terme :  
 - doublement provisoire du pont SNCF et de la Morinière  
 - utilisation d'une navette Trentemoult-Nantes réservée aux piétons  
 - mise en place d'un couloir spécial pour transports en commun dans le sens Rezé-Nantes. Des mesures à moyen terme : reconstruction des ponts de la Morinière et du Pont Rousseau. Tout cela en attendant Cheviré que les associations réclament à cor et



## LES PONTS DE NANTES

Les ponts de Nantes sont pourris. Pont Rousseau (dans la direction de Pornic) et le Pont Bailey, dans l'autre sens, pourraient, d'un jour à l'autre s'effondrer et comme à Tours, empêcher le passage de la SEVRE et donc de la LOIRE.

Le pont de la Morinière, plus loin sur la Sevre, est fermé depuis son effritement de l'an dernier. Enfin, la pénétrante sud devait franchir la Sèvre au niveau des Bourdonnières pour rejoindre la 2ème ligne de ponts. Mais le sol n'est pas sûr, il va falloir un pont de longue portée et des expropriations retardées par des recours administratifs. Quant au pont SNCF il est d'un débit faible et d'une utilité marginale. Dans toutes hypothèses il faudra vivre sur du provisoire. Cheviré ne serait pas mis en activité avant 1985 (au mieux) et les autres ponts avant 1983.

à cris. Le financement devrait être assuré par l'Etat mais l'on sait depuis mai que ce dernier refusera. Et le SIVRAN ne veut rien entreprendre avant d'être sûr du tunnel de Cheviré.

Certes, ces mesures ne constituent pas une alternative, mais sérieusement appliquées, ne mettraient-elles pas en évidence le gaspillage d'un équipement lourd à Cheviré ? Inutile de se leurrer. Aucune force politique n'est susceptible, aujourd'hui, d'imposer une autre politique des transports. Un technicien m'a dit : "Je suis en train de travailler sur un projet de fermeture de la ville aux voitures. Les voitures pourraient rouler sur les boulevards extérieurs mais ne pourraient pénétrer au centre-ville. Cela se fait déjà en Hollande". Utopie ou évidence en 1990 ? ■ G.D.



comme vous le voyez, seul le pont est fiable

la compréhension de notre dernier numéro est nettement facilitée par l'inversion des pages 4 et 5... Une fois de plus l'APL fait participer ses lecteurs.

merci APL...

## LA NOTE EST SALÉE

Novembre 1979, le maire de Nantes inaugurerait, en grande pompe, le conservatoire National de Région, "réalisation prestigieuse". L'APL titrait : "Le scandale du conservatoire" et dénonçait le coût d'un équipement élitiste. Jocelyne CAILLEAU, adjoint à la culture déclarait : "le conservatoire sera largement ouvert au public. L'équipement est là, nous le ferons tourner" I6 juin 1980. Le conseil municipal décide d'augmenter le droit d'inscription au Conservatoire de 50 à 2000 F soit une augmentation de 4000 %. La gauche s'est-elle fait piéger par le dinosaure culturel ?

Les fastes de l'inauguration avaient quelque peu camouflé les contraintes financières. A elle seule la construction du conservatoire avait coûté 45 millions de francs dont 30 à la charge de Nantes, 10 pour l'état et 5 pour le département. La décision de construire relevait de l'ancienne municipalité MORICE et la gauche se retrouvait avec ce gros bébé vorace dans les bras. En langage administratif on appelle cela "un coup parti". Mais la municipalité fit l'erreur de sous-estimer le coût de fonctionnement et d'entretenir l'illusion de la démocratisation. Après 6 mois de fonctionnement il apparaît que chaque élève revient à 10 000 F par an. Ce coût particulièrement élevé s'explique par deux facteurs. D'abord parce que le conservatoire est superbe mais d'un entretien très onéreux. Ensuite parce que sur 1 500 élèves la moitié seulement est originaire de la ville de Nantes qui supporte l'ensemble des frais. L'écart entre le prix d'inscription et le coût réel de l'enseignement ne cessait de s'accroître et justifiait une politique de vérité des prix.

Le conseil municipal de Nantes a décidé une politique

modulée. En fonction du lieu d'habitation puisque seuls les enfants originaires de Nantes auront droit désormais à une subvention de 1 500 F. En fonction des revenus des familles puisque les plus modestes auront droit à une subvention supplémentaire de 450 F. Les élèves originaires d'autres communes que Nantes, éventuellement de départements voisins, devront payer eux 2 000 F ou obtenir de leurs propres municipalités une subvention comparable.

### conservatoire pour qui?

Cette décision a provoqué une très vive réaction de l'association des parents d'élèves du Conservatoire. L'APEC déclare : "le vote du 16 juin nous consterne. L'enseignement musical sera donc à Nantes, plus que jamais et plus qu'ailleurs, le privilège de l'argent. Bravo pour une municipalité qui se flattait, naguère encore, d'ouvrir le conservatoire au plus grand nombre et qui va donner un stimulant sans précédent à l'enseignement privé. Il est navrant de voir les enfants faire les frais de l'incapacité de la commune de Nantes et des communes limitrophes à se mettre d'accord pour promouvoir ensemble la vie culturelle de l'agglomération, navrant de voir saper l'élan culturel des familles et des enseignants pour une gestion dont les élus auront à rendre compte". Une réaction qui sent le futur règlement de comptes politique.

CHENARD a eu beau jeu de répondre que les parents se trompaient d'adversaire. "Comment exiger des seuls contribuables de Nantes un effort annuel de 1,5 milliard de centimes alors que l'enseignement relève des responsabilités de l'état qui ne participe que pour moins de 10 % aux dépenses réelles du Conservatoire ? " Il y a

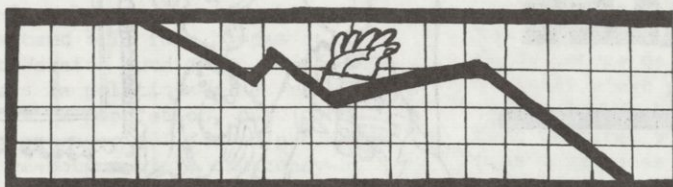


en effet, quelque chose d'indécent, quand on sait qui fait de la musique de haut niveau, à exiger un accès au conservatoire sans considération des revenus familiaux. Pourquoi l'ensemble des habitants de Nantes subventionnerait-il les "petit génies" de Monselet ou Guisth'au, les enfants de vétérinaires, de notaires ou de pharmaciens du département alors que l'impôt local est le plus injuste qui soit ? Chacun sait que l'accès à la musique (et spécialement de haut niveau) est inégalitaire et que, pour quelques enfants de familles à bas revenus cités en exemple, il y a une majorité écrasante d'enfants "de riches" placés là à 4 ans parce que "cela se fait depuis toujours". Pour les autres l'enseignement musical dispensé par l'éducation Nationale est misérable et les associations de quartiers, animées par des bénévoles et peu subventionnées, vivent.

Dernière leçon de cette affaire : une municipalité ne peut pas tout faire, tout gérer, tout promettre au nom de quelques grands principes. Une politique culturelle implique des choix quelquefois douloureux. N'était-il pas possible dès novembre 1979 se mettre les comptes sur la table et de dire : "la municipalité ne pourra pas gérer le conservatoire. Il faut que le département et l'état interviennent sinon l'équipement ne fonctionnera pas". La gauche se serait évitée des réveils difficiles

G.D.

# NOUVELLES BRÈVES



## mieux de la fin ?

Pour le deuxième mois consécutif, nouvelle baisse du chômage dans les Pays de Loire. Encore qu'il ne faille rien exagérer : en données corrigées des variations saisonnières, tout au plus peut-on parler de stabilisation. En outre, en données brutes le niveau du chômage est supérieur de 6,3% à ce qu'il était fin mai l'an dernier.

Et puis, il va falloir compter avec les quelques 30 000 jeunes qui vont débouler incessamment sur le marché régional du travail !

## terrain miné

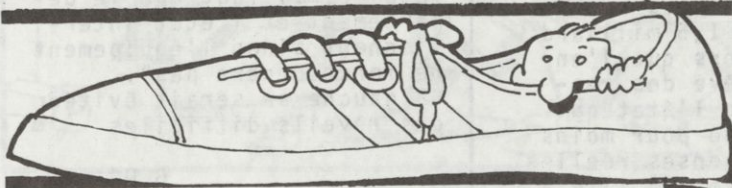


• **TERRAIN MINE** avec l'octroi à la COGEMA d'un "permis d'exploitation des mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes" pour une superficie de 0,65 Km<sup>2</sup> sur la commune de la Turballe. On peut consulter le "plan annexe à Nantes, dans les bureaux de la direction interdépartementale de l'industrie des Pays de Loire (CAP 44), 3 rue Marcel SEMBAT.

## dispensés de gym.

A moins de quinze jours des vacances scolaires, trois profs de gym viennent d'être "remerciés", à Sainte-Luce, Port Boyer et la Reinetière. Motif invoqué par l'administration : "il n'y a plus d'argent pour les payer". Les parents d'élèves, qui ont marqué leur mécontentement en se rendant en délégation massive à la direction de Yermesse et Sports et au Rectorat, s'interrogent : "Si les crédits manquent déjà en juin, qu'en sera-t-il à la rentrée pour tous les maîtres-auxiliaires et remplaçants ?"

Notons que le primaire n'est pas mieux loti : aux Crépinais (St Herblain) une institutrice malade depuis le samedi 14, n'était toujours pas remplacée une semaine plus tard. D'ailleurs, aux Crépinais, aucun remplacement n'a été effectué depuis janvier. Vendredi dernier, une quarantaine de parents occupaient l'école. Aux dernières nouvelles, l'Inspection Académique nommerait une remplaçante "dès" ce lundi.



## patrons choqués

Alors qu'on apprenait lundi dernier trois nouveaux accidents du travail, cette fois sur le chantier du terminal méthanier de Montoir, les patrons du bâtiment et des travaux publics se sont fendus le lendemain d'un communiqué où ils "regrettent l'exploitation polémique faite par la CGT et la CFTD des accidents survenus récemment sur les chantiers" et se déclarent "profondément choqués par les allégations de ces syndicats". Allégations choquantes ? Sans doute le fait de réclamer une nouvelle fois la création de comités d'hygiène et de sécurité dans la branche d'activité la plus exposée aux "risques du métier".



## Jean-Joseph Régente

dans sa tribune maintenant hebdomadaire en première page de Presse-Océan, ("Propos d'action"), le patron des patrons locaux distribue blâmes et satisfecits. L'autre semaine, c'était un éloge appuyé aux américains et à la libre-entreprise. Samedi dernier, sous le titre "Grèves de riches", il donnait toute la mesure de sa verve épistolaire. La grève ? C'est "banal", c'est "un nouveau folklore à la limite du culturel et de la psychothérapie du groupe", ça se "bricole à partir de méchantes humeurs et de bons sentiments", et surtout, c'est le signe d'un pays riche : "seules les populations nantaises peuvent se permettre un tel niveau de rupture sans cesse renouvelée, de leurs équilibres économiques et sociaux". Un regard neuf : culture du paradoxe et distanciation par rapport au champ social... A part ça, notre sociologue ne dédaigne pas les "honneurs".

Déjà président de la Chambre de Commerce et du Port Autonome, Jean Joseph "n'a pas su refuser" (comme écrit son compère Bodiguel dans la même édition de Presse Océan) deux autres responsabilités de stature nationale : la présidence de la "commission de lutte contre les pollutions" (il est vrai que si J.J. R. est farouchement pro-nucléaire, il est également fabricant de stations d'épuration...); et la présidence de la Commission Nationale de l'Innovation (un point fort du patronat nantais...!). Pas d'autres candidatures ?



Ph. B.

## derniere minute...

A propos du libre accès aux rives de la Sèvre, M. DEJOIE, maire de Vertou, nous déclare : "Je ne suis passerelle que vous croyez"-



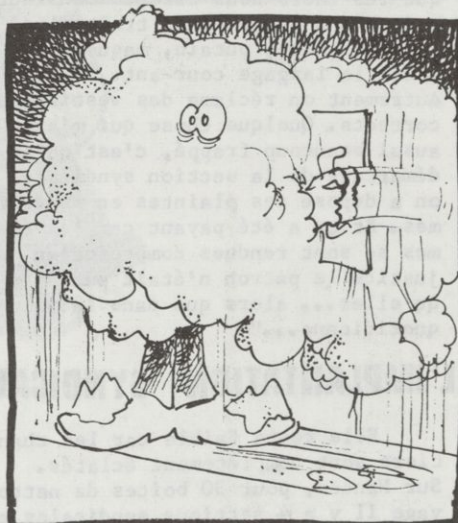
# TAILLEURS DE PIERRE: un travail creatif ?



A l'heure où ce numéro d'APL sera entre vos mains, les chemins de fer et autres outils auront repris leur travail sur les échafaudages afin de continuer à blanchir les murs de la ville. Une grève qui s'arrête, une lutte qu'on achève, c'est le seul bruit que ça fait. Partis des chantiers le 22 avril au soir, les tailleurs de pierres les auront réintégrés le 23 juin au matin. Deux mois de grève totale, donc, pour quelques centimes de mieux de l'heure alors qu'on demandait 4F. Il ne sera pas refait ici de rappel des événements marquants de ces 2 mois, par contre, il serait bon de souligner quelques points.

D'abord deux mois pour une grève touchant le bâtiment, ce n'est pas étonnant. Les luttes dans ce secteur sont très rares et donc, quand elles éclatent, elles opposent une pléiade de petits et moyens patrons disséminés sur toute une région face à des ouvriers qui ont assimilé trop de rancunes pour céder rapidement. Il n'y a que 3.000 syndiqués pour 30.000 ouvriers du BTP en Loire Atlantique ; en contre partie les organisations syndicales n'organisent que des débrayages d'une demi-journée tous les 3 mois en espérant ainsi rallier des éléments peu combattifs, chose qui n'est pas très évidente puisque les plus grandes manifestations professionnelles à Nantes ne rassemblent que 500 personnes, et que les délégués eux mêmes reconnaissent qu'une demi-journée ça ne sert à rien.

En marge des syndicats se dessine un nouveau mouvement, déjà implanté dans l'industrie et les services, d'ouvriers décidant de prendre leur sort en mains sans s'en remettre aux hiérarchies et bureaucraties syndicales. En face, un patronat particulièrement rétrograde réglant les problèmes par le paternalisme et la division à tout prix entre salariés. Certains sont affiliés à la chambre de métiers, d'autres à la FNB, suivant l'importance des entreprises il s'en suit que quand une grève se déclenche, c'est la course tous azimuts pour trouver à qui s'adresser, qui est responsable de quoi ? à quelle convention collective s'en prendre, etc... ? Bref, une lutte dans le bâtiment oppose des ouvriers qui pour la plupart n'ont aucune expérience des grèves à des patrons qui ne connaissent que les débrayages.



Deuxièmement, ce qui a tué le mouvement des tailleurs de pierres, c'est le refus de remettre en cause le travail lui-même, c'est à dire de comprendre le travail non pas comme un acte créatif mais comme un objet de production lié au salariat et de savoir que ce n'est pas l'esthétique du produit fini qui fait sa valeur. Les expositions sur les plateaux piétonniers ne montraient qu'une partie de ce qu'est la taille de pierre, mais pas les ravalements dans la poussière, les intempéries et les tours de reins. Bien sûr, il est dur pour un métier comme celui-ci de ne pas en être fier, et pourtant c'est cette fierté qui a fait tant reculer la prise de conscience de l'exploitation.

Retour au travail, donc, sans trop savoir ce qui nous attend puisque comme l'a dit un patron : "Vous reprenez le travail, on discute mais c'est moi qui aurai raison". Après nous avoir divisés entreprises par entreprises, on nous divise individu par individu, tactique classique que la classe ouvrière ne peut toujours pas dépasser. En tout cas le patronat a eu très peur, mais nous n'avons pas pu/voulu employer les armes qui nous auraient permis d'arriver directement à nos fins. La légitimité, est-elle de notre côté ? On ne lutte pas de la même manière qu'avant, avec un capitalisme en restructuration ; il faudra donc recommencer, sans ce coup ci, s'enfermer dans le corporatisme qui nous a coupés de la réalité sociale. M.D.

## la situation actuelle

- 6 entreprises concernées (trois artisans + trois entrepreneurs).
- 2 artisans et 2 entrepreneurs acceptent de donner de OF50 à 1F de plus de l'heure.
  - changement de catégorie pour tous ou pour certains suivant les boîtes :
  - prime d'outillage à 4%
  - prime de vacance pour les apprentis formation continue.
- 1 artisan et 1 entrepreneur refusent toutes négociations avant la reprise du travail. Possibilité de répression dans celles-ci.



# LES FORÇATS DU NETTOYAGE

Sécurité défailante, emploi précaire, sous payé, mais horaires pénibles, morcelés, déplacements longs, c'est le lot des hommes et surtout des femmes travaillant pour les entreprises de nettoyage.

De plus en plus, l'emploi des intérimaires, des hors statuts, permet au système de contourner la plupart des acquis sociaux et entre autres toute la législation sur le licenciement.

Depuis une ou deux années, les travailleurs du nettoyage ont commencé à revendiquer, à s'organiser.

Nous avons rencontré une personne de la CFDT pour qu'elle témoigne des conditions de travail, les difficultés de la vie quotidienne que rencontre le personnel de nettoyage, sorte de sous-classe ouvrière qui revendique le plus souvent la dignité de travailleurs.

Les personnes qui travaillent dans les boîtes de nettoyage sont de plus en plus nombreuses. Si les syndicats au départ et en particulier la CFDT n'ont pas voulu signer de conventions collectives pour les intérimaires et les nettoyeurs c'est parce qu'ils ne souhaitent pas reconnaître cette forme de travail. Ils voulaient que les intérimaires soient embauchés par les entreprises. Mais la crise aidant, le nombre de ces intérimaires a fortement crû et même si les syndicats demandent toujours l'embauche des intérimaires ils essayent maintenant d'obtenir des accords d'entreprises ou des conventions collectives.

De nombreuses grèves ont éclaté : Laving Glaces, USP à Nantes, ceux du métro et de Roissy à Paris.

## LUTTES AU QUOTIDIEN

Il y a effectivement matière à revendiquer pour les nettoyeurs ; les femmes sont payées très légèrement au dessus du SMIC : 13F80 de l'heure (le SMIC est à 13F66) pour les boîtes qui ont signé la convention du SEMRO (Syndicat Entrepreneurs de Nettoyage de la Région Ouest). Pour les autres boîtes, c'est à dire la majorité, les femmes sont payées au SMIC.

"Les beaux discours du SEMRO dans la presse régionale, cela me fait rire, ils ont fait un concours du meilleur nettoyeur, il y avait un réveil matin à gagner... un cadeau utilitaire".

Mais cela ne veut pas dire que les employés gagnent 2000F/mois, le plus souvent ils ne font que 4 heures par jour, ce qui donne en réalité 1000F par mois.

Les luttes portent donc sur les salaires, comme à l'U.S.P. (nettoyeurs des trains ex. : Laving Glaces) qui ont obtenu en gros les mêmes avantages que les nettoyeurs du métro. Ils vont arriver à un salaire net de 2600F en juillet et 2800F en octobre.

"Finalement c'est sur les gros chantiers que se passent la plupart de ces conflits, le métro, (malgré le

fait qu'il y ait 12 boîtes de nettoyage, alors qu'il y a 2 ans il n'y en avait que 6, ce qui montre bien la volonté patronale de diviser la classe ouvrière), c'est 900 personnes qui se rencontrent quotidiennement. Et cela a permis une lutte dure mais payante. A Nantes l'USP représente 70 employés en 3 équipes qui se connaissent, alors que dans ma boîte, le plus gros chantier c'est 15 personnes, un autre 12 personnes puis après c'est seulement 5 personnes. D'où la difficulté de s'organiser".

Dans les petites boîtes ou sur les petits chantiers, malgré cette difficulté, des luttes se produisent, différentes le plus souvent.

"Par exemple, quand on a démarré la section syndicale à Otenetto ou à Clark Service, brusquement les gens ont relevé la tête et ils ont compris que l'on pouvait se faire respecter. Encore hier soir à la MAN des femmes m'ont dit : ça ne peut pas aller ils nous prennent pour des robots, les gens du nettoyage on compte pour rien, on est méprisé...".

La première action, c'est donc de relever la tête. Quand en 1977 les gars de Laving Glaces ont repris après 6 semaines de lutte, au gala de la victoire quelqu'un a demandé au délégué ce qu'ils avaient obtenu. Il a répondu : on a obtenu que les chefs nous disent "Monsieur-Madame". L'encadrement traite les gens de garce, putain, maquereau. C'est le langage courant.

Autrement on réclame des vestiaires corrects. Quelque chose qui m'a aussi beaucoup frappé, c'est qu'au démarrage de la section syndicale, on a déposé des plaintes en prudhommes. Et ça a été payant car les femmes se sont rendues compte qu'en justice le patron n'était pas plus qu'elles... alors que dans la vie quotidienne..."

## L'IMPLANTATION SYNDICALE

Elle reste faible car les chantiers sont complètement éclatés. Sur Nantes, pour 30 boîtes de nettoyage il y a 4 sections syndicales et



3 ou 4 autres avec des syndiqués plus ou moins isolés.

Mais si l'implantation syndicale est peu importante, il y a d'autres raisons : par exemple si une femme est repérée, elle peut être mutée du chantier sans aucun problème et souvent avec moins d'heures de travail.

"Quand on a démarré la section à Clark Service, j'ai été licencié au bout de 15 jours, l'autre délégué syndical est parti de lui-même 2 mois après, complètement écoeuré...".

ensuite il y a eu le licenciement de 2 femmes de ménage syndiquées". Autre tactique employée : on peut muter un délégué sur un chantier que la boîte risque de perdre. Comme le personnel est "vendu" avec le chantier, le délégué disparaît de l'entreprise.

En effet, quand une entreprise perd un chantier, la loi oblige la nouvelle entreprise à reprendre l'ancienne équipe de nettoyeurs avec les mêmes avantages acquis. Mais souvent quand il n'y a pas de sections syndicales, cela ne se fait pas, le patron fait ce qu'il veut.

"Une fille qui nettoyait dans une compagnie d'assurances, arrive comme chaque soir à son travail, on lui dit - mais non mademoiselle ; - elle dit mais quoi non ? - Ce n'est plus vous qui venez car OTENETTO a perdu le chantier. L'entreprise avait oublié de la prévenir".

## SECTIONS SYNDICALES ET NETTOYEURS

Les nettoyeurs divisés dans de nombreux chantiers, employés par des patrons de choc, auraient besoin d'un lien étroit avec les sections syndicales des entreprises. Ces liens sont une des conditions pour la réussite de leurs revendications. Les liens commencent à exister. Longtemps vœu pieux des militants, le débat commence à traverser les organisations syndicales, l'union locale CFDT de Nantes a axé son dernier congrès sur les hors-statuts (vacataires, stages Barre, intérimaires...).

"Moi dans ma boîte, que ce soit à la gare, à la M.A.N., à la poste, la fac un peu moins, les relations existent et en plus on sait que l'on peut compter sur les sections syndicales".

Il faut dire qu'avec la crise et les restrictions, les personnels de ces entreprises voient leur effectif comprimé et une partie de leur travail fait par des intérimaires (SNIA, SNCF...) ce qui les incite à demander l'embauche des intérimaires. Aux ACB, il y a un délégué CFDT qui est chargé spécialement du contact avec les gars du nettoyage, et cela a permis qu'il se monte une section syndicale parmi les gardiens et une chez les nettoyeurs.

On assiste d'ailleurs à un mélange des fonctions ouvrières hors statuts dans les entreprises. A la SNIAS à St Nazaire ou à CARNAUD il y a des intérimaires qui font le nettoyage autour des machines avec l'équipe d'entretien de l'usine. Mais bien sûr, ils n'ont pas les mêmes avantages, pas de 13ème mois, un salaire plus bas etc...

A la gare, les femmes de ménage SNCF ont un salaire net de 3040F, alors qu'une femme de OTENETTO gagnait à l'époque moins de 2000F, pour faire un travail plus pénible. Un autre exemple à la gare, tous les après midi il y a 2 gars qui ramassent les papiers sur les voies. Il y en a un sur les traverses qui pique les papiers et un autre sur les quais en protection avec une petite carriole (il doit prévenir si un train arrive). Bien entendu,

celui qui est sur le quai est un cheminot avec tous les avantages acquis grâce à la lutte syndicale et l'autre c'est un gars du nettoyage".

L'apparition des intérimaires et des hors statut permet au système de contourner la plupart des acquis sociaux et entre autre toute la législation sur le licenciement. "Par exemple il y a 3 ans, au laboratoire des Ponts et Chaussées de Bouguenais, le Directeur téléphone à Clark Service et lui dit : "j'ai cette année une compression de frais à réaliser, nous la faisons porter sur le nettoyage. Au lieu de 4 femmes il n'y en aura plus que 3."

Aussitôt Clark Service s'exécute et il y a licenciement. Cela permet ainsi une compression du personnel sans problème. C'était d'ailleurs un des enjeux de la grève du métro, la direction de la RATP prévoyait une réduction, et un des acquis de cette grève a été une garantie de l'emploi pendant 3 ans, jusqu'à la fin des contrats en cours.

On va d'ailleurs vers une dégradation du nettoyage dans les services publics. A Nantes, il suffit d'aller à la fac de Droit ou à la poste, (côté employé) pour se rendre compte que c'est dégueulasse".

Les entreprises tiennent à compresser au maximum tout ce qui n'est pas productif, or le nettoyage ne produit rien. Les ouvriers risquent donc de travailler dans des locaux de plus en plus sales.

L'embauche de personnel de nettoyage est bien réclamée par les syndicats, mais cela est très difficile car déjà il y a de nombreux auxiliaires, employés par les ministères ou les PTT. Alors l'embauche du personnel de nettoyage n'est pas pour demain.

## CONDITIONS DE TRAVAIL

Parlons de la sécurité. Elle est souvent très mal assurée : "je vois 2 gars qui n'avaient même pas de formation de laveur de vitres qui travaillaient à la fac de Droit les pieds sur un rebord de fenêtre de 30 cm au 3ème étage, alors qu'il faudrait une nacelle". Très souvent la boîte de nettoyage, qui veut s'assurer le marché, ne fait aucune remarque sur les équipements manquants à l'entreprise, et ne fait pas les investissements nécessaires pour assurer la sécurité. Il faudrait que l'entreprise de nettoyage exige ces équipements. De même pour les locaux, la loi prévoit un vestiaire équipé : avec armoire, point d'eau... En réalité on trouve les vestiaires sous des escaliers, sans armoires, contenant tous les balais, produits d'entretien, sans porte-manteaux ; les femmes doivent se changer dans les couloirs, sans aération. Les administrations donnent d'ailleurs l'exemple. Que ce soit à la gare, ou à la MAN, les femmes ont des vestiaires sous-équipés et insalubres.

Sécurité défaillante, vestiaires insalubres, mais horaires très pénibles, car les nettoyeurs travaillent quand les autres arrêtent : le matin avant 7H1/2-8H et le soir après 17H30. Un certain nombre de femmes travaillent le matin et le soir. "Je prends un exemple précis, il y a eu une femme à la MAN qui travaillait le soir de 17H à 21H30, elle ne pouvait donc se coucher que vers minuit ; le lendemain matin elle devait se lever à 4 heures de façon à recommencer à la fac de Lettres à 5 heures.

En plus elle avait des enfants en bas âge. Elle ne dormait que 4 à 5H". Cela explique un abstentéisme assez important, ce dont se plaignent les patrons, les femmes pour tenir sont obligées de prendre des jours de congé maladie, souvent une journée.

- Les conditions de transports. Les chantiers sont multiples. "Une fille qui habitait à Nantes Nord travaillait le matin à la fac de Sciences, allait ensuite à la poste et une ou deux fois par semaine allait à la zone industrielle de St Herblain. Or elle n'était payée que pour le temps de travail sur chacun des chantiers, elle n'avait évidemment pas de prime de déplacement, tout ça pour un salaire horaire au SMIC".

Parfois pour certains chantiers et pour des raisons particulières l'entreprise de nettoyage assure le transport de ces salariés dans des conditions assez remarquables : "Clark Service dans une R4 non aménagée, transportait 5 personnes pour économiser sur le transport ; Ottenetto dans une R4 aménagée avec 4 sièges... il y avait la contre-maitresse au volant, son chien à côté d'elle, la banquette vide à l'arrière et moi assis par terre





au fond. C'est authentique, j'étais en période d'essais je n'ai rien dit..."

Mais le fait que les horaires de travail sont très tôt le matin ou tard le soir, oblige les femmes à prendre leur propre moyen de locomotion (le plus souvent la mobylette) Et rares sont les femmes de ménage qui un jour ou l'autre n'ont pas été agressées.

"Sur certains chantiers comme à J.J. CARNAUD, les nettoyeurs sont obligés de traverser d'immenses hangars dans l'obscurité, car il n'y a pas d'interrupteurs pour atteindre les bureaux. Un autre exemple : au laboratoire des Ponts et Chaussées à Bouguenais les femmes font le ménage dans des locaux où il y a le panneau "Nucléaire-Danger". Or personne ne leur a donné de consignes". C'est également fréquent que l'entreprise ne fournisse pas de gants aux employés pour nettoyer des W.C, ils sont donc obligés d'en acheter. A la fac de Sciences, pendant 2 mois certains ont même travaillé sans aucun produit.

"Parfois, le matériel est déglingué. A la gare on a amené une femme en réanimation pour cause d'électrocution, tout simplement parce que le fil de la mono-brosse était coupé et qu'elle travaillait les pieds dans l'eau".

Les conditions de travail sont très dures, mais on exige des nettoyeurs un rendement très important. A la gare certains étages sont faits par des femmes de la SNCF. Elles ont une journée pour faire un étage, alors que les femmes d'Otteneto n'ont que 3 heures par étage.

Une boîte de nettoyage qui veut un chantier au moment de l'appel d'offres doit "casser" les prix. Ensuite si elle ne veut pas perdre de l'argent, elle doit essayer de comprimer son personnel. Cela amène une augmentation de la charge de travail des nettoyeurs.

Les patrons se donnent d'ailleurs les moyens de leur politique : "pour mon cas personnel quand je passe en revue mes contremaitres le 1er ancien videur de bal, le 2ème ancien flic, le 3ème ancien de la Coloniale, le 4ème ancien parachutiste et enfin une ancienne tenancière de bordel"...

Les nettoyeurs, un sous-proléta-riat corvéable à merci ? Avec le

developpement des hors statut, intérimaires, vacataires, l'état et les patrons rognent les principaux acquis des travailleurs, et en particulier ceux de 68. En Italie les patrons se servent du travail au noir, et souvent du travail des enfants, comme dans l'industrie de la chaussure à Naples. Pour abaisser les coûts sociaux, en France se sont les entreprises intermédiaires, de nettoyages... qui jouent ce rôle. Les travailleurs statutaires des entreprises, les syndicats, les intermédiaires pourront-ils arriver à colmater cette brèche qui risquent à terme de remettre en question toutes les conquêtes sociales ? Après un moment de flottement les syndicats semblent prendre au sérieux ce problème.

Quant aux intérimaires leurs luttes n'ont jamais été aussi fortes (USP, métro), mais le combat pour l'égalité des droits risquent d'être long car les patrons ont pris de bonnes longueurs d'avance.

Sur Nantes il y a une centaine d'entreprises de nettoyage, mais certaines ne sont qu'artisanales, en fait il faut compter 30 boîtes de nettoyage qui emploient en tout 1000 personnes. La Fédération Nationale des entreprises de nettoyage indique même que ce secteur d'activité emploie plus de 140.000 personnes. C'est donc un poids économique non négligeable. Ce secteur risque d'ailleurs de se développer car les entreprises ou administrations ont de plus en plus tendance à sous-traiter leur nettoyage.

Monter une boîte de nettoyage ne demande pas une mise de fonds considérable : un ancien chef d'agence à monté la sienne, "SERVISOL", avec



un capital de 20.000NF (quatre actionnaires).

Le coût de l'entreprise c'est les charges salariales. L'investissement en matériel est très faible : balais, aspirateurs, produits. Le bénéfice se fait donc avant tout sur le dos de l'employée : dans une entreprise de Rezé alors que l'employé-recevait 110F pour faire un travail, il était facturé 400F. Le travail est facturé en gros 3 fois le salaire brut du nettoyeur. Secteur dynamique et juteux qui commence à intéresser les groupes bancaires : il semble que RENOSOL du Mans soit lié au groupe CARREFOUR, RENOSOL assure d'ailleurs le nettoyage des établissements CARREFOUR. Carrefour sous traite donc les nettoyage à une entreprise qu'elle contrôle. ■

A.L.



# M.A.N. panique dans l'aquarium

La Maison de l'Administration Nouvelle à Nantes, c'est le règne de la fée Electricité. Tout est électrique. Elle paye d'ailleurs le lourd tribut de 1 million de francs chaque année à EDF pour sa consommation d'électricité. Air climatisé, éclairage artificiel. Tout cela permet la vie dans l'aquarium car en contre partie la Maison est hermétiquement close. Impossible d'ouvrir une fenêtre pour happer une goulée d'air. En cas de coupure d'électricité, coincés dans leur bocal, et dans la pénombre des bureaux paysagers, le personnel s'asphyxie lentement, privé d'air neuf. Lors de la grève du personnel EDF le 12 juin dernier, la M. A. N. s'est trouvée privée d'électricité à 7H 27 à 9H 30. Les conditions de travail étant devenues difficiles du fait du manque d'oxygène le Comité d'Hygiène et de Sécurité du C.E.T.E. (Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement) qui occupe le 4ème étage de la M.A.N., a demandé une entrevue au directeur Mr. BAUER afin de demander l'évacuation du personnel. Refus de Mr. BAUER qui a simplement autorisé les employés qui se sentaient mal à faire un tour à l'extérieur après accord de leur supérieur hiérarchique.

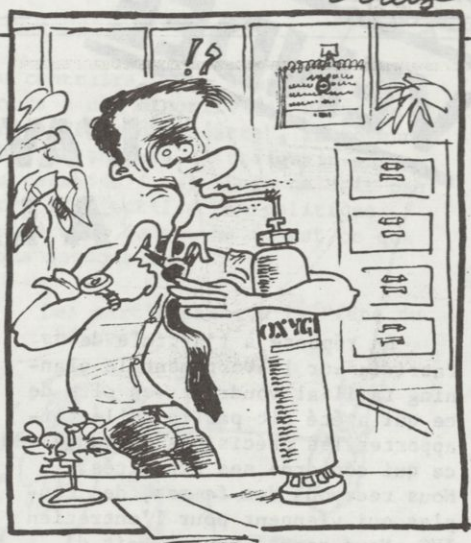
"Nous ne voulons pas faire les frais de la conception du bâtiment, indiquent les syndicats CGT, CFDT et FO. Nous avons par ailleurs assez souvent attiré l'attention de la direction sur les mauvaises conditions de travail. En réa-

lité, la Direction ne respecte pas les textes de sécurité. Le règlement des immeubles recevant du public, prévoit que l'éclairage de remplacement permet de poursuivre l'exploitation de l'établissement en cas de défaillance de l'éclairage normal. Or la M.A.N. n'est pas dotée d'un éclairage de remplacement mais seulement d'un éclairage de sécurité. Le bâtiment doit donc être évacué en cas de coupure EDF".

Conflit entre syndicats et direction surtout depuis la parution d'une note de service datée du 16 juin. Le Directeur avise le personnel que "désormais, en cas d'annonce de grève EDF, une note de service indiquera quelques jours avant, si les divisions de Nantes fonctionneront ou non. En cas de fermeture (...) les chefs de divisions (...) préciseront comment la journée de travail perdue sera récupérée par les agents absents.

Pour les syndicats CGT, CFDT et FO du C.E.T.E. "BAUER emboîte le pas des patrons du privé qui veulent faire supporter au maximum les effets d'une grève sur les travailleurs et non sur leur portefeuille. Nous savons que notre directeur est très lié à la Chambre du Commerce et de l'Industrie et à la Préfecture ; son attitude n'est pas une erreur, elle est calquée sur celle du Gouvernement qui veut rendre la grève EDF impopulaire en essayant d'opposer les intérêts du personnel à ceux des agents EDF".

Mais un autre problème



préoccupe les syndicats : la légèreté avec laquelle la direction tient compte des règles de sécurité lors des alertes à la bombe. Quatre ou cinq fois par an une voix anonyme annonce qu'une bombe a été placée dans le bâtiment or le directeur "juge lui-même si il est nécessaire d'évacuer le personnel." Il y a 3 semaines après une alerte à la bombe, Mr. BAUER sans avertir les membres du C.H.S. ni d'autre personnes et après une rapide inspection des poubelles du 4ème décide de ne pas faire évacuer le personnel. EN CAS D'ALERTE A LA BOMBE NOUS DEMANDONS QUE LE REGISSEUR DE LA M.A.N. DECLENCHE TOUTES LES FOIS LE SIGNAL D'EVACUATION. Ce même régisseur qui le 12 juin s'est permis d'arrêter tout de suite le signal d'évacuation sans savoir si c'était une alerte sérieuse ou une mauvaise plaisanterie. NOUS NE VOULONS PAS ATTENDRE L'EXPLOSION D'UNE VRAIE BOMBE POUR METTRE LA DIRECTION ET LE REGISSEUR DEVANT LEURS RESPONSABILITES ■ DB

# E.D.F. : le droit à la grève limité

La grève des agents EDF du 12 juin vient-elle de donner le signal de la chasse aux sorcières dans les établissements publics ? C'est en tout cas une attaque en règle contre le droit de grève que vient de déclencher le patronat grand ou petit.

Lors du Comité Economique et Social de la région, André DEFONTAINE Président régional des Chambres de Commerce et d'Industrie s'est élevé contre les récentes grèves à l'EDF qui obligent l'économie française à "faire des sacrifices insupportables".

Certaines organisations de consommateurs s'associent à ces protestations au nom de la protection des usagers, "oubliant simplement que les consommateurs sont avant tout des travailleurs. L' O.R.G.E.C.O.44. n'hésite pas à protester contre les grèves

de l'EDF, des PTT, des Transports où "syndicats et directions prennent allègrement et sans vergogne les consommateurs. et les usagers de leurs services pour leurs "otages économiques". Cette campagne contre le droit de grève a porté ses fruits.

Et le gouvernement ne voulant pas décevoir la majorité silencieuse a demandé à la Direction d'EDF de sévir...

A Nantes, 20 travailleurs de l'EDF militants CGT et CFDT se sont vus signifier cette semaine des sanctions disciplinaires.

Trois salariés de la Centrale de Cordemais ont reçu un blâme pour refus d'obéissance aux consignes. Dix-sept autres travaillant à Cordemais et à Cheviré ont reçu une lettre d'avertissement pour avoir participé aux piquets de grève. "C'est une attaque directe à



notre statut, car le gouvernement et le patronat ne peuvent plus tolérer le contrat de travail des salariés d'EDF" répond la CGT.

Les syndicats CFT et CFTC ont décidé de riposter en suspendant leur participation aux organismes paritaires jusqu'au 25 juin.

Le 19 juin les électriciens et les gaziers ont participé, à l'appel des syndicats CGT et CFDT, à une opération "EDF entreprise morte" en cessant le travail de 16 h à 17 h. Ils participeront aux manifestations prévues par les unions départementales de 25 juin, date de l'action interprofessionnelle contre les bas salaires ■ DB

RÉPONSE :

## L'AVORTEMENT A LA ROCHE

En réponse à l'article de Patricia sur l'avortement le planning familial voudrait -en plus de ce qui a été dit par le collectif- apporter les précisions suivantes en ce qui concerne ses activités. Nous recevons des femmes, des couples qui viennent pour l'entretien IVG. Nous sommes tout à fait d'accord pour que "les femmes puissent se libérer par la parole". Mais nous n'avons pas d'idées préconçues : ce n'est pas à nous de décider pour quelqu'un si "l'avortement c'est rien" ou s'il "pose problème". Nous offrons un lieu militant où les gens peuvent s'exprimer, se rendre compte qu'ils ne sont pas seuls à demander des IVG. Nous essayons d'informer le mieux possible. La formation que nous recevons (4-5 stages régionaux par an) et l'analyse de la pratique (discussion sur les cas qui nous sont présentés ; réflexion sur nos réactions face aux difficultés ; animation et entretien à deux animatrices quand c'est possible) nous aident dans cette tâche militante.

Le planning familial, tant au niveau national qu'au niveau départemental a dénoncé et dénonce depuis longtemps les conditions physiques et psychologiques, il lutte pour que ces conditions s'améliorent, ses prises de position sont quand même connues sur ce plan notamment depuis le vote de la loi 1979 sur l'avortement. Il ne demande qu'à trouver d'autres militants-hommes et femmes, pour l'aider dans sa tâche.

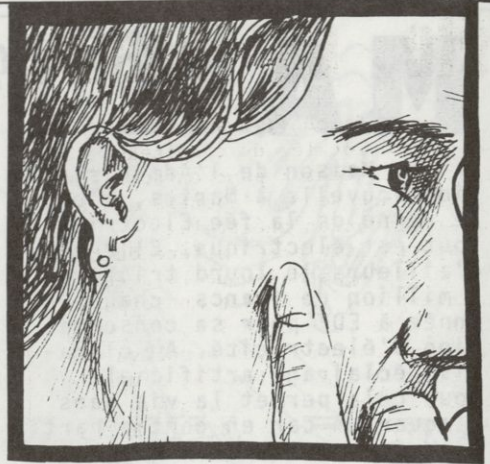
Les militantes du planning familial de la Roche/Yon.



- EN REPONSE A "L'AVORTEMENT A LA ROCHE" VU PAR UNE JOURNALISTE- (APL 1i-17 juin).

Le collectif contraception-avortement de Vendée est heureux d'apprendre que des avortements sont pratiqués dans de relativement bonnes conditions à la Roche mais qu'il "faudrait que la volonté des femmes soit connue et qu'elle soit bien retransmise à ceux qui décident de la politique de l'IVG. Il faut mettre en place une structure qui permette aux femmes d'avoir droit de regard sur ce qui se passe au centre d'IVG, le mouvement des femmes pourrait apporter beaucoup à l'entourage psychologique de celle qui avorte. Mais certains groupes de femmes ont tendance à trop banaliser l'IVG et en faire un acte bénin, ce qui peut empêcher la femme de se libérer vraiment (par la parole du moins) de tous ses blocages... si on lui dit trop que "l'avortement c'est rien", il ne faut pas oublier que dans 80% des cas, l'IVG pose problème. Si le centre d'IVG devait être pris en charge par d'autres personnes que l'équipe, il est important que celles-ci soient informées". On peut s'étonner que l'APL sorte un texte sur un problème aussi collectif et militant que l'avortement, signé Patricia, sans que celle-ci se situe et surtout cite ses sources.

Pour combler cette lacune disons qu'il s'agit du compte rendu d'un entretien de Patricia avec les membres de l'équipe médicale du Centre IVG. (Patricia l'affirme elle-même dans la "Galerie" journal de contre-information sur la Vendée qui reprend pratiquement les termes de cet article d'APL). Ce journaliste se déplace pour recueillir l'information auprès du corps médical et reprend sans aucune distance l'analyse présentée par les médecins, mais par contre ignore complètement le travail militant mené sur le même terrain. A croire que le pouvoir institutionnel des médecins impressionne encore !!! y compris les militants de gauche qui prétendent faire de la contre-information ! Depuis mars 1979, le collectif se débat pour la création d'un centre de planification : tracts, démarches auprès des pouvoirs publics, semaine d'animation dans les quartiers. Son action est appuyée par des partis, des syndicats, des associations. Soutenu par eux, le 19 juin 1980, le collectif donne une conférence de presse pour qu'un centre unique de planification IVG fonctionne enfin.



Les groupes-femmes ne sont donc pas inexistantes ou irresponsables devant le problème de l'avortement, comme le laisserait entendre l'article signé Patricia. L'action du Collectif a des limites

- LIMITES qui sont imposées par la force des adversaires de l'avortement contraception et de la libération des femmes, largement représentés dans toutes les instances où se prennent les décisions.

- LIMITES qui tiennent à l'insuffisance des structures et des forces militantes. Il est certain que les activités militantes menées sur ce terrain depuis un an, sans gloire et souvent routinières sont moins gratifiantes pour chacune d'entre nous, que celles de journaliste. Elles pèsent pourtant indéniablement un certain poids dans la progression de la situation.

La presse militante est nécessaire aux luttes des femmes, à condition qu'elle les informe sur ce qu'elles sont réellement.

- LIMITES dues à l'absence de coordination entre le travail de l'équipe des médecins de l'IVG et celui des groupes-femmes.

Mais à notre dernière demande d'une réunion commune (équipe médicale-collectif), les médecins ont répondu : "Etant donné que nous nous rejoignons sur bien des points de vue, nous ne voyons pas ce qu'une réunion pourrait apporter de plus pour le moment, qu'un constat renouvelé des lacunes existantes et d'une prise de décision mutuelle d'augmenter les pressions chacun pour notre part au niveau des responsables administratifs et politiques". C'est vrai que le travail de l'équipe médicale sur le centre IVG de la Roche/Yon a été et est irremplaçable. Mais faute d'une pratique commune, nous n'avons jamais fait pression ensemble sur les responsables, et cette dispersion a certainement limité nos forces. Et une telle position ne prépare pas à la participation des femmes dans les centres de planification-IVG. ■

LE COLLECTIF DE FEMMES SUR AVORTEMENT-CONTRACEPTION.  
(GYF - Choisir - Planning Familial)

# fête du théâtre

Des affiches, des articles dans la presse locale, un chapiteau, 12 spectacles dont 2 pour enfants, un stage d'une semaine aboutissant à une réalisation théâtrale. L'aspect visible de la fête du théâtre ça été ça. Mais quelle a été l'intention, le projet municipal dans cette opération ? Beaucoup d'entre nous y ont vu une opération de prestige. La gauche prétend "donner une culture aux yonnais" et, prouver que la Roche est une ville "très animée". La presse locale a même parlé de festival, était-ce par ironie ? Nous sommes un certain nombre à ne pas être d'accord sur la démarche et sur les choix qui ont été faits. La municipalité a mis en place le projet toujours avec ce même semblant de concertation avec les associations : seulement 2 associations ont participé. C'est dommage et peut-être aussi un peu prétentieux de vouloir assumer seul une vie culturelle. Le budget de la fête du théâtre : 12 millions de centimes auraient pour nous pu être utilisés d'une manière plus intelligente :

- accès de tous aux spectacles ce qui n'est pas le cas quand le prix des places est à 25F !...
- une part plus importante du budget réservée à l'animation aurait permis de faire un travail de sensibilisation, d'approche du théâtre, d'expression dans les quartiers, les écoles et entreprises.
- C'est peut-être par là qu'il faut commencer.
- une aide aux différents groupes amateurs à la Roche pourrait aussi promouvoir la pratique du théâtre.

Bien sûr, tout cela aurait été moins visible, moins "tape-à-l'oeil", mais pour nous combien plus utile au théâtre. Responsables de la culture (municipale) attention ! On n'est pas très loin de la "fête du printemps" du temps de Caillaud ex-maire RPR de la Roche/Yon. Il est vrai que beaucoup d'entre nous, passionnés de théâtre, ont aimé voir les spectacles, participer au stage. Mais nous pensons tout de même qu'une animation plus étalée dans le temps permet plus de sensibiliser au théâtre. Pour nous, diffusion massive de spectacle ne signifie pas forcément une ouverture maximum vers la population,

au contraire, cela s'adresse toujours à une minorité. (Au cours de cette "fête du théâtre", la moyenne des spectateurs n'atteignait pas la centaine !...). Cela ne doit pas être l'objectif d'une politique culturelle de gauche (c'est ce que nous pensons).

Des participants à la "fête du théâtre".



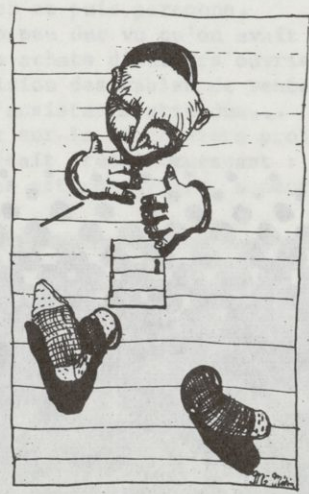
La question de la création populaire reste bien et demeure de plus en plus : comment la vision sublogique à distanciation intrinsèque coexiste-t-elle avec l'obsolescence des pseudo-épiphénomènes résolutives et/ou ostentatoires ?

## UN CANARD DE «TAULARDS» LE YOYO

Une petite équipe de la population pénale du Centre de Détention de Muret écrit, réalise et diffuse en tirage Offset un journal d'expression de détenus intitulé : le YOYO.

Un journal de détenus, ce n'est pas ordinaire, c'est un moyen d'expression presque unique pour des individus privés de liberté. Dans ce journal, les détenus veulent montrer aux médias qu'ils sont des individus comme les autres, capables de réfléchir, de penser et de développer dans leurs écrits des idées intéressantes, et tout à fait valables sur quelque sujet que ce soit.

Pour s'exprimer les détenus de Muret ont donc un journal; c'est bien, mais il faut que le YOYO puisse vivre et continuer dans la voie qu'il s'est tracée en essayant de suivre une amélioration constante dans ses textes et ses illustrations pour mieux satisfaire ses lecteurs. Pour vivre, le YOYO a besoin du soutien de ses lecteurs, c'est-à-dire d'un maximum d'abonnements.



Nous sommes à votre disposition pour vous faire parvenir des spécimens gratuits de notre journal, des affiches publicitaires et tout autre matériel publicitaire.

DANS L'EDITO DU N°15 MAI-JUIN 1980 :

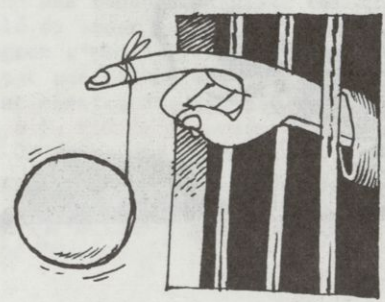
"Les murs sont hauts, mais cela ne nous empêche pas de tourner nos regards vers la liberté, que nous ne vivons certes pas comme vous, et ne visualisons pas de la même manière. Tout est question d'angle de vue, même ici les angles ne sont pas tous identiques, mais ceci est plus enrichissant que négatif, heureusement !

Comment nous voyons la liberté, le monde, etc... ? et bien nous vous le proposons dans ce numéro et ceux qui suivront. Vous serez peut-être surpris, étonnés, révoltés, mais espérons nullement indifférents. Puisque nous ne sommes que spectateurs, cette vue est peut-être lointaine, mais à l'avantage de pouvoir cerner tout le "terrain" d'un seul regard, mieux que vous "joueurs sur ce terrain..."

- ABONNEMENT NORMAL : 40 F
- ABONNEMENT DE SOUTIEN : 70 F et plus.
- SPECIMEN CONTRE 5 F EN TIMBRES
- PAIEMENT :

CHEQUE ET MANDAT EXCLUSIVEMENT A L'ORDRE DE : A.C.S.P.P. CCP A L'ORDRE DE : CREDIT AGRICOLE.

POUR TOUT CONTACT : LE YOYO SERVICE EDUCATIF. B.P. 312 31600 MURET



# insomnie

DIS DONC MARTINE, T'AS PAS RACHETÉ DE LAIT ?

MAMAN, J'AI FAIM...

BON, JE FILE, T'OUBLIES PAS LES PAPIERS POUR LES VACANCES. TIENS JE MANGERAI BIEN DES FRAISES, CE SOIR, TU ESSAYES D'Y PENSER...

MARTINE, À 10H, VOUS IREZ REMPLACER MME PLATIEAU A LA CAISSE N°7

AU FAIT, MARTINE, TU POURRAS TAPPER CE TRACT A LA MACHINE ?

ET TOI MARTINE, QUAND TU FAIS DES FRITES A TES GARS, TU FAIS ÇA A L'HUILE OU A LA VÉGÉTALE ?

EH DIS DONC MARTINE, T'EN FAIS UNE TÊTE. ÇA VA PAS ? T'AS PAS LE MORAL ? ...





# FESTIVAL de NANTES

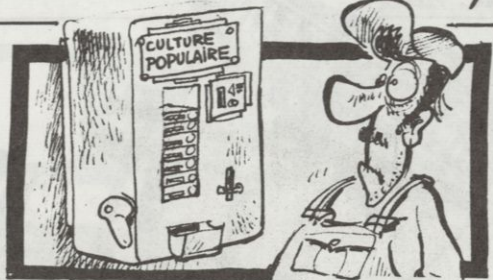
## la Manu, un tabac ?

Quelques temps après la dernière représentation de "Bd Durand" un premier bilan de ce festival de Nantes semble possible à tirer. En choisissant de parler du mouvement ouvrier dans le cadre d'un festival culturel, Christian Héliou a réussi sur plus d'un point : les syndicats CGT, CFDT, les bibliothèques de Nantes, Paris, le Havre, la Librairie 71, Culture et Liberté et l'Atelier Populaire associés en un événement culturel, le fait en lui-même a de quoi retenir l'attention. Le travail des comités d'entreprise auprès des ouvriers des boîtes, a pour une fois, modifié le public du théâtre. Mais ces gens peu habitués au théâtre, ces exclus du culturel ne sont venus que pour Bd Durand en pays connu, thème du syndicalisme et luttes ouvrières. Quant aux autres spectacles-phares "Arturo Ui" de Brecht et "les Robots" du café de la gare, leur public était bien classique, petite bourgeoisie cool, branchés et autres consommateurs habituels de spectacles. Le blues de Luther Allison a rejoint le même public ; un spectacle qui avait un statut à part, pratiquement autonome : ni à la manu ni au théâtre, mais au chateau des Ducs, il a été pris en charge par le Cercle Nantais du Jazz, autant pour l'organisation que pour les recettes. Les "gros" spectacles ont donc fait un tabac : 800 personnes refusées pour Durand, "Arturo Ui" a refusé du monde et "les robots" a fait

salle comble, à guichets fermés. En un soir R. Bouteille et P. Dewaere ont pratiquement fait autant d'entrées que l'ensemble des spectacles présentés l'an dernier par le théâtre quipe.

L'affluence, le score suffisent-ils pour décréter le succès sans se poser les questions des conditions pratiques des spectacles : mauvaise acoustique des lieux, poteaux gênants (mal aux fesses ont même dit certains...). Mais au delà du score et du mérite d'exister, ce festival a-t-il réussi à créer une animation sur le thème du mouvement ouvrier ? Pour les syndicats, la propagande auprès des boîtes pour Bd Durand attirant au théâtre un public d'ordinaire absent est déjà un élément de satisfaction.

Quant au reste de l'animation, même si les expos ne constituent pas un pôle attractif suffisant, l'expérience se présente malgré tout comme un acquit, un précédent. Le passage très clairsemé aux expos, la Librairie 71 l'a durement ressenti : "On n'a jamais aussi peu vendu, on s'attendait à voir des comités d'entreprise, des ouvriers, des ouvrières et puis personne. C'est un peu dur vu qu'on avait fait des achats d'auteurs ouvriers en prévision des tables de ventes et de l'assistance attendue... Le débat sur la littérature prolétarienne était très intéressant : E. Thomas est un ouvrier, auteur



autodidacte, passionné de littérature et qui édite artisanalement des textes d'auteurs ouvriers et paysans du centre de la France. Mais il n'a été là que pour vingt personnes".

A quoi attribuer ce relatif insuccès de l'animation autour des temps-forts ? Pour la mairie la volonté de promouvoir cet événement existait, la Manu étant un enjeu important, la municipalité aurait eu tort de ne pas se saisir de l'occasion pour présenter ses projets, affirmer sa présence.

Mais l'aide au festival a été surtout technique en hommes et matériel : on n'a pas retrouvé l'acharnement à en faire un événement comme ont pu l'être les expos et l'animation sur le thème "habiter Nantes".

Quant à l'investissement des gens, comparativement, l'invention et la dynamique des médias mis en oeuvre étaient plus riches pour "Frankenstein" même si le projet était différent.

Emission de radio, nouvelles fantastiques publiées par la presse, vitrines de libraires, expos de masques et une création tous azimuts d'environ une douzaine d'affiches différentes.

Alors, le Centre de Culture Populaire est-il vraiment prêt à naître des cendres de ce festival de Nantes ? ■

Nicolas.

# KALIMBA

Quand 3 poc ! se rencontrent au pays des Tchakatata, leurs paroles sont sans détours, sans équivoque : "Paraplapla.. pla papla, Tsoïng (et dix de der)". Jeudi dernier, au théâtre de Rezé, 1ère apparition du groupe de 5 percussionnistes qui a vite mis le public dans la connivence.

Un travail assez étonnant sur le son en plus de frôlement des doigts, du claquement des mains sur les peaux il y a ces triangles, ces cloches qui, une fois frappés sont tournoyés à bout de bras pour se prolonger des vibrations de l'air. Il y a aussi les cymbales, cloches, sur lesquelles coule l'archet... Papapapof!! que claquent les pétards. Dans l'ombre, des sonorités métallico-aquatiques répondent à celles, rondes et chaudes du balafon. Sans micros mais avec beaucoup de complicités, ils déploient leurs pulsations, se payant quelques bonnes blagues, au détour d'un coup de mailloche.

Pour un morceau, "l'art érotique de l'Inde" sert de partition (en V.O sans sous-titre). Une souplesse féline se dégage de la musique de Kalimba ; on s'y sent au chaud, à l'aise. C'est sur le fût des congas que le Kalimba s'installe. Cet ins-



trument africain fait de languettes de métal pincées au doigts, nous entraîne vers des couleurs très subtiles. Quelques morceaux lents, peut-être un peu longs : cloches et clochettes pour un climat de paix, sans trame rythmique, ont parfois du mal à séduire autant que ces morceaux charpentés qui prennent écho au cœur des tripes et suscitent une réponse du corps devenu caisse de résonance. Quand ils quittent la scène le rappel devient un rythme de base sur lequel ils reviennent improviser, renforcés par des copains venus prêter main forte. De 5 au départ, ils seront 8 et bientôt 10 percussionnistes venus s'associer à ce délire collectif.

Grondements des congas mêlés au tintin' des cloches. Plaisir non dissimulé de jouer ensemble. Le seul regret c'est la fin, juste parce que c'est une fin et que personne ne veut partir. J'avais déjà senti ça à la fin de la projection de "l'An 01" dans une petite salle. Personne n'avait envie de s'en aller, de briser une complicité qui s'était instaurée sans faire de bruit. ■

Good Vibrations !

Nicolas.



# ROCK SUR VINYL

## MICKEYSTEIN

Période faste pour le rock nantais. Après Tequila et Taurus, c'est Mickeystein qui sort une galette de vinyl. Plus petite, mais la fibre du rock y est tout aussi intense. Pourquoi un 45T ? "C'est un peu une carte de visite, ça fait plus sérieux qu'une bande pour chercher les concerts". "Ouais, en fait, ça sert pour demander plus de fric pour les contrats". "C'est intéressant aussi pour les plans de SACEM : par exemple ça servira d'indicatif pour une radio de Tours. Autrement on ne gagne rien sur la vente des disques. Sauf ceux qu'on vendra nous mêmes à nos concerts".

Avec JAM, une toute jeune maison de disques, ils ont signé un contrat de 2 ans. Un 30 cm doit sortir vers la fin de l'année. Pour ce 45T, l'enregistrement a été fait en un jour dans un petit studio : "un garage avec un salon de coiffure au dessus : pas mal pour faire des maquettes, mais un peu juste pour un disque. Vu le temps on n'a pas fait d'arrangements rajoutés : le disque a en fait la pêche du concert". Sans sophistications, brut de décoffrage. "C'est un disque entièrement artisanal : gravé à la main, au burin, sillon par sillon, du grand art !"

Deux titres, un par face, c'est bien rangé. "Regards" a comme une ambiance : "Les individus-miroir me renvoient mon image... leurs regards hypocrites m'enferment dans ma rage. Je sens venir la paranoïa, l'univers

est une arme, il est braqué sur moi..." La batterie se fait pressante, toutes cymbales dehors. L'autre face c'est "Juillet out" : une intro découpée au scalpel. Je résiste pas, là non plus à l'envie de vous livrer les paroles, souvent inaudibles en concert : "Au milieu de la viande bronzée, je traîne mon corps de zombie, l'oeil hagard, le teint décomposé, noyé dans les monokinis.. Je suis complètement paumé, je déteste l'été".

Un blues estival en plus haché, panc tué par des riffs touffus, rageurs. Un seul regret, la plage est trop petite (c'est court un 45T).

Les projets pour Mickeystein : pas grand chose cet été (normal, "je hais juillet et août") juste le festival du Faouet. "Après on jouera à la fête de l'Huma. (Après la rose, l'Huma, jusqu'où irons-nous ?).

Mais pour l'Huma, il y a pas mal d'avantages : le cachet est intéressant et en plus on pourra voir Costello à l'oeil, en fait non, on sera même payés". Une tournée en Belgique pour bientôt. Autrement ils ne veulent rien : "On a déjà tout l'argent, la gloire, le succès, le pouvoir"... En fait avec des contrats qui tournent autour de 2000F, sans camion ni sono c'est plus que juste. "Pourquoi on ne serait pas subventionné par la municipalité comme une troupe de théâtre, on fait de l'art aussi". Les nez se lèvent des verres : sourires, regards enjoués et bombements de torsos : rectification "Bon du culturel quoi..."

Nicolas.

## rastas en carafe



Vous étiez au courant ? U. ROY, une énorme vedette en Jamaïque, donnait un unique concert à Nantes vendredi dernier, les organisateurs n'ayant fait aucun effort de promotion et d'information, ce fut un beau rastage.

Vendredi soir vers 21 H. une centaine de personnes bat la semelle sur la terrasse du Champ de Mars. Un Champ de Mars qui arbore une gueule de masque : aucun signe extérieur de Reggae. Seul calicot : "le gala de soutien à la Nantaise de Fonderie est transféré à Beaulieu". Bizarre impression. On commence à se demander si on ne s'est pas gourré de jour, de lieu... 22 H : une fille pointe son minois à l'une des issues de secours : "il va y avoir quelque chose, mais ça merde pour l'organisation..." On s'en doutait un peu.

Sur l'autre rive de la pénétrante, c'est la concentration des motards du vendredi soir. Plus de public (infiniment) que pour le concert. Frime et rites initiatiques : de jeunes encuirés sur leurs Trials neuves s'attaquent à l'ascension de l'escalier du Champ de Mars. Ceux qui se plantent en chemin ne sont pas encore réellement des hommes. Ils recommenceront. La virilité est affaire de longueur, et le grand escalier comporte trois paliers.

A l'ouverture des portes, ce n'est pas vraiment la précipitation : on hésite à miser 40 balles sur ce plan foireux. Une dizaine de volontaires, puis les prix se cassent, se sabrent. Des amateurs à 30 Francs ?.. A 25 Francs ?... Au bout d'une heure, 150 personnes au haut

mot se regroupent grégaires à la lisière de la scène. La grosse coquille de béton sonne le creux. Plus sinistre que jamais. Et je t'épargne l'écule couplet sur l'accoustique en zig-zag.

Sur le rythme sans faille donné par le "Soul Syndicate Band" (ce sont aussi de super choristes), U.ROY, funambule arc-en-ciel, brode des contre-chants sans dentelle, inter-pelle, onomatope... Gueule d'apôtre et danse de Saint-JA. Du très bon reggae.

U. ROY aurait mérité mieux. Dire que Marley va faire bientôt 10 000 entrées à La Beaujoire. Entre le staff du trust RTL et cette organisation indigente, il y avait sans doute place pour autre chose.

PH.B.

# CINEMA

KATORZA

UNE SEMAINE DE VACANCES (Tavernier) 20H. 22H15.  
 AMERICAN GIGOLO (Schrader) 20H. 22H15.  
 LES MONSTRESSES (Italien) 14H30. 20H  
 LE PROCES PARRADINE (Hitchcock) 22H15.

Nathalie Baye dans "une semaine de vacances" de B. Tavernier



COLISEE

MON ONCLE D'AMERIQUE (Resnais)  
 LES HERITIÈRES (Meszaros)  
 LA VOIE LACTEE (Bunuel)  
 20H. 22H15.

APOLLO

L'ARME AU POING (M. Winner) 14H. 16H15. 20H. 22H15. sam : 0H30.  
 GUYANA LA SECTE DE L'ENFER 14H. 16H. 20H. 22H.  
 LE CHAINON MANQUANT (Picha) 13H50. 15H55. 20H05. 22H10.  
 OPERATION DRAGON (Bruce Lee) 14H05. 16H05. 20H05. 22H05.  
 LES ROSES ROUGES POUR LE FUHRER 15H15. 16H10. 20H. 21H55.

## ● UNE SEMAINE DE VACANCES

Petit à petit vient le temps où le quotidien devient trop dur : une semaine de vacances ne sera pas de trop pour saisir la réalité de Laurence. Laurence (Nathalie Baye) est professeur de français dans un lycée lyonnais. Elle vit avec Pierre (G. Lanvin) le vendeur de maisons préfabriquées. Le boulot, l'amour, et la déprime qui monte... Prendre du large, regarder autour, essayer de comprendre pourquoi, comment : le rôle de l'enseignant, sa situation sociale, le désir des enfants, la finalité d'une existence..

dont l'ambition sait éviter tout didactisme. Magnifiquement construit, il donne à voir un écart de vie qui révèle tout un vécu, magnifiquement filmé il déjoue l'esthétisme, avec art magnifiquement interprété il sait confier à ses personnages la sensibilité du ton juste (Ah ! Galabru...).

De toutes ses interrogations essentielles, Bertrand Tavernier a réalisé un film

Au delà de tous les problèmes abordés et ce, fort à propos, mais sans opportunisme on assiste tout au long de la projection à la révélation d'un 7ème art qui trouve sa place dans la réflexion politique et créative avec un rare sens de l'équilibre fiction-réalité, conservant les artifices cinématographiques pour mieux saisir une situation humaine. ■

GAUMONT

TELEPHONE PUBLIC (Perrier) 14H05. 16H45. 19H50. 22H30.  
 LES SOUS DOUES (Zidi) 13H55. 16H. 20H25. 22H30.  
 DINGO & DONALD CHAMPIONS OLYMPIQUES 13H50. 16H. 20H20. 22H30.  
 LE SHERIFF ET LES EXTRA-TERRESTRES (avec Bud Spencer) 13H55. 16H. 20H25. 22H30.  
 LES VALSEUSES (Bliez) 14H15. 16H45. 20H. 22H30.  
 ROSE 13H50. 16H. 20H20. 22H30.

CONCORDE

LITTLE BIG MAN (Penn) 20H.  
 WOODSTOCK 22H15.  
 JULES & JIM (Truffault) 20H15. 22H30  
 SALO (Pasolini) 20H.  
 LOVE (K. Russell) 22H15.  
 L'AUTRE (R. Mulligan) 20H.  
 LE DESERT DES TARTARES 22H15.

## ● LES HÉRITIÈRES

de MARTHA MESZAROS

VERSAILLES

RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES 20H.  
 TOMMY (K. Russell) 22H15.  
 LE DERNIER TANGO A PARIS (Bertollucci) 20H15.  
 LE GRAPHIQUE DE BOSCOPI 22H30. !!! SUPER!

Budapest 1936. Deux femmes : Sylvia riche aristo, mariée à un colonel (Akos) et Irène (Isabelle Hupert) pauvre couturière (!) Sylvia est stérile ; son ami devra lui faire cet enfant désiré avec Akos et lui donner contre une bonne fortune. Plus tard en 1944, quand Irène, juive, sera déportée, Sylvia adoptera son deuxième garçon, celui-ci conçu dans l'amour (?) avec le même Akos. Dans le film de Meszaros (Adoption, Neuf mois, Comme chez nous ou Elles deux) les thèmes de la maternité, de la femme, reviennent comme un leitmotiv, renforcé par la permanence des acteurs, et s'imposent, nous touchent plus ou moins. Ici, l'objet

du film, c'est un marché et l'enfant le prétexte à un drame bourgeois. La complicité des deux femmes ne dure qu'un instant autour de gateaux et d'un petit déjeuner. Dès que l'objectif de la conception est atteint s'installent le silence, la jalousie, la haine et Sylvia ne fera pas un geste devant le danger de la déportation pour son "ami". Le marché est clos depuis longtemps. Irène, elle, subit le marché, et le mari (dans un premier temps, même si l'enlèvement de son 1er enfant la déchire ; elle subit son "destin"..) Alors quoi ? Un moment d'émotion quand Sylvia s'identifie à Irène qui accouche, Isabelle Hupert superbe de sincérité et quelques minutes des J. Olympiques de Berlin... (L. Riefensthal). ■ C.

St MARS  
BOUGUENNAIS LA JAILLE

KRAMER CONTRE KRAMER.  
 27/28/29 juin à 21H.

LA GUERRE DES BOUTONS (Y. Robert)  
 Vendredi 27 à 21H.  
 samedi 28 à 20H30/22H30.

# AGENDA

## ● mercredi 25

21H : Jazz avec le groupe NOA. En 1ère partie Bertrand RENAUDIN, batterie en solo.  
QUIZAINES CELTIQUES : Cinéastes Breton Nantes château des Ducs de Bretagne 14H30. "Mazoutés d'aujourd'hui" film de N. & F. Le Garrec.  
"Le sabotier du Val de Loire" film de Jacques Demy. 15H45.  
Entrée libre.  
18 à 19H : permanence du Groupe de Libération Homosexuelle.  
Journée d'action interprofessionnelle sur la réduction du temps de travail et la révalorisation du SMIC  
21H : 1<sup>er</sup> "English Concert" à l'Eglise Sainte Croix. 17 musiciens, oeuvres de Vivaldi, Haëndel, et Bach.

## ● vendredi 27

21H : Expression Antillaise, rythmes et poésie. Salle Vasse, 15F (gratuit pour les - de 15 ans). Organisé par le groupe folklorique de l'Association des Antillais de Nantes. Tél : 75.40.79.  
Cinéastes Bretons, même programme et mêmes heures que mercredi 25. Château des Ducs. Entrée libre.  
21H : concert "COSMOSE", Maison des jeunes de St Brévin, 108 av. Maréchal Joffre.

## ● samedi 28

DERVAL.  
20H30 : "Avec quelques rigolos", spectacle organisé par l'Amicale Laïque (participation libre) Salle Municipale.  
22H : Fest-noz à côté de la salle municipale avec : DOUDOUL, des chanteuses de KAN-HA-DISKAN, BUGEL & son compère (sonneurs). On peut apporter son instrument et sa voix. Entrée 5F. Organisé par l'Association Culturelle "La Noisille".  
NANTES.  
20H30 : Réunion-débat : "En marge du 60ème anniversaire de la IIIème Internationale communiste, de quel parti a besoin la révolution ?" organisé par le P.C.I. ("le prolétaire") au Centre Social des Bourderies, rue de St Brévin.

## ● lundi 30

Fête à Pontivy pour le 200e numéro de la revue AL LIAMM (voir programme, en pages intérieures).

## ● lundi 1

19H : en modulation de fréquence, émission de Radio Libre 44.

## ● mercredi 3

21H : Concert de clavecin à l'Eglise Ste Croix GRESTOW LEONHARDT dans des oeuvres de Couperin et J.S Bach.



## ● VENDEE

### CINEMA.

● mercredi 25 : La Roche/Yon 14H et 17H salle de la P.O.C. ciné enfants 3 noisettes pour Cendrillon.  
cinéma le Concorde : jusqu'au 1er juillet : les Heritières de Meszaros  
A partir du 25 : The long riders. (la Roche/Yon).  
le 28 juin à Bouin ciné-club : Les charognards de D. Medjor.

### FETE.

samedi 28 : 21H30 Fontenay le Comte 47 rue Tiraqueau (O.S.C) soirée folk avec concert puis bal... avec le groupe "Tamless".

### THEATRE.

4 juillet : Château de Terre Neuve (Fontenay le Comte) 21H30.  
"La seconde surprise de l'amour" de Marivaux. Par le théâtre des Pays de Loire".  
sans oublier : départ le samedi 28 à 7H du matin place Napoléon. La Roche/Yon pour La Hague.  
Réservation au 62.28.18. ou 62.10.15. ou librairie Optima : 62.48.21.

## EXPO

### CHATEAU.

Tour du Fer à Cheval, au Château des Ducs de Bretagne, exposition consacrée aux acquisitions récentes dans les arts et techniques des pays de Bretagne.  
PHOTO AMERICAINE.  
"Les Krims" et "Duane Michal's" à l'école des Beaux Arts, rue Fénelon 2 photographes américains contemporains dont la conception de l'image répond au double souci de la rigueur et de l'imagination.  
Tous les jours sauf le dimanche de 14 à 19H, le samedi de 16H à 19H.

### STNAZ : RADIO LIBRE

A l'occasion de son deuxième anniversaire, R.L. St Naz. émet tous les jours :

- mercredi 25 : "Bas salaires". Débat sur le thème : faut-il défendre l'outil de travail ?
  - jeudi 26 : "Culture". Librairies, cinéma, galeries d'art, B.D...
  - vendredi 27 : Informations.
  - samedi 28, dimanche 29 : émissions à La Hague.
  - dimanche 29, cette fois à St Naz. à 11H rediffusion d'une émission sur La Hague.
- Permanence à la Maison du Peuple, salle 6.

## VACANCES

CAMP de JEUNES en DORDOGNE du 9 au 28 juillet.

### Camp itinérant :

- à bicyclette,
- en camping,
- dans les fermes.

se renseigner, s'inscrire très rapidement au :  
CENTRE SOCIAL & CULTUREL de la BERNARDIERE  
rue de Dijon  
44 300 Saint-Herblain  
tel : 46.28.77  
(28 places seulement coût de base 1150 F ou moins

## stage d'été

### ● THEATRE DE RUE A COUERON.

du lundi 30 au samedi 5 juillet, stage sur le thème "le saltimbanque et le théâtre de rue". Organisé par le théâtre de La Baraque. S'adresse à tous, comédiens, amateurs, débutants. Début du stage, lundi 30 juin à 9H. Prix 350F pour la semaine. Repas et hébergement possible. Nombre de stagiaires limité : téléphoner à La Baraque (4 rue de la République, 44220 Couëron), au 86.29.89.

### ● INITIATION A LA MECANIQUE AUTO.

Stage de 40H, du 6 au 10 juillet, organisé par Culture et Liberté (centre de culture ouvrière). Ouvert à tous, peut entrer dans le cadre du congé éducation ouvrière/formation professionnelle permanente/congé cadre jeunesse.  
S'adresser : 30 rue de la Boucherie 44000 Nantes tél : 48.48.16.



### ● SCULPTURE SUR BOIS.

Du 5 juillet au 14 juillet, à l'Auberge de Jeunesse de St Guen, (petit village de 450 habitants près de Mur de Bretagne). Prix : 900€ (comprenant hébergement, nourriture enseignement et matériel).  
Encadré par un artiste sculpteur local, le stage est conçu pour permettre à toute personne n'ayant jamais manié ou presque d'outils à bois de s'initier rapidement.  
Se renseigner : Auberge de Jeunesse St Guen 22530 Mur de Bretagne. Tél : 28.54.34.

### ● TI KENDAC'H.

Au centre culturel Breton de St Vincent-sur-Oust (56350 ALLAIRE).  
- stage sonneurs de couple : (biniou koz, bombarde) du 1er au 5 juillet, 3 niveaux. Prix 500F (cours et hébergement) 50% payable à l'inscription.  
- la harpe celtique : atelier de construction et d'initiation du 7 au 11 juillet. Prix 1700F, la harpe construite restant la propriété du stagiaire.  
- découverte de la danse traditionnelle en Bretagne (stage 2e degré) du 1er au 5 juillet 450F.  
- activité enfant-danse. Colonies culturelles bretonnes du 5 au 26 juillet.  
A) 8 à 12 ans; 25 places 1200F  
B) 12 à 15 ans; 14 places 1200F.

## FETE ALLIAMM

Le dimanche 29 juin, fête à Pontivy pour le 200ème numéro de la revue AL LIAMM.

### CHANTIERS D'ETE

De juin à septembre, Etude et Chantiers Bretagne en organise une trentaine, ouverts aux adolescents, aux jeunes et moins jeunes.

Mise en place par des groupes de gens de la région, tout au long de l'année, ils sont excellent de découvrir la réalité de notre région.

Nature des activités :  
nettoyage rivières construction talus - protection dunes débroussaillage sentiers - restauration châteaux -

reconstruction vieux bâtiments en locaux d'animation, milieu rural et urbain

Parce qu'il s'agit de sauvegarder les équilibres écologiques le patrimoine et la vie en général n'hésitez pas à vous renseigner à Info Jeunesse 10 rue Lafayette - Nantes - ou écrire à Etude et Chantiers Bretagne, la Feuillée 29 218 HUELGOAT TEL (99) 99.61.87